

## **Conflit social de l'Ormeau : les patients sont les premières victimes du désengagement de l'Etat dans le domaine de la Santé**

*Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL*

*Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées*

*Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées*

« Plus de deux mois de conflit social à la clinique privée de l'Ormeau s'achèvent sur un accord enfin abouti entre la direction du groupe Medipole et les grévistes. Ce conflit a été marqué à la fois par une longueur record et par la mainmise indécente de la CGT sur un mouvement social légitime, mais que la CGT, une fois de plus, a terni par ses méthodes staliniennes de brutalité et de mépris du droit.

Si la grève et les revendications salariales sont des droits inaliénables, la santé des citoyens l'est tout autant. Or durant cette grève trop longue, de nombreux Tarbais malades n'ont pu être soignés par leurs services de prise en charge à la clinique privée de l'Ormeau.

L'hôpital public ayant abandonné de nombreux services spécialisés à l'hôpital privé, les patients sont ainsi aujourd'hui à la merci d'une grève, otages d'un conflit social de l'hôpital privé.

La Santé est pourtant un service public et ne doit pas être tributaire de débats comptables ! Nos gouvernants l'ont trop souvent oublié, eux qui ferment des maternités par ci, Lourdes ne s'en souvient que trop, et des services spécialisés par là, sous vil prétexte de rentabilité.

Pour que l'accès aux soins des patients soient assuré en toutes circonstances, c'est sur l'hôpital, service public, et non les cliniques privées, service privé à but lucratif, que le citoyen doit pourvoir compter, quelle que soit sa condition et ses moyens !

A cet égard, le Front National des Hautes-Pyrénées dénonce le désengagement dramatique de l'Etat dans le domaine de la Santé.

La Santé, comme la protection sociale, doivent redevenir des priorités nationales, passant par une indispensable revalorisation des statuts du personnel infirmier, par un rétablissement des effectifs de personnel de santé à commencer par le personnel infirmier mais aussi les médecins par le relèvement du numérus clausus, par une sanctuarisation des budgets d'infrastructure et d'investissement hospitaliers... La Santé est un droit, il faut le défendre.  
Avec Marine LE PEN !"